Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Pourquoi-Fessenheim-peut-et-doit

26 septembre 2012

Pourquoi Fessenheim peut et doit être fermée maintenant

1. Une centrale à fermer d'urgence
2. Pourquoi gaspiller des millions d'euros dans les travaux ?
3. Sur le plan énergétique, la fermeture immédiate est possible
4. Des alternatives existent pour la production d'énergie et la reconversion des travailleurs.
5. Fermer maintenant Fessenheim pour ouvrir la voie à la sortie du nucléaire en France

Une centrale à fermer d'urgence

Située à 15 km de Mulhouse, 20 km de Freiburg im Breisgau (Allemagne) et 40 km de Bâle (Suisse), la centrale nucléaire de Fessenheim représente une menace pour toute une grande région européenne. En 2011, 167 communes alsaciennes, allemandes et suisses (dont 74 communes françaises, représentant un tiers de la population alsacienne) ont voté une motion pour son arrêt immédiat [1].

Les défauts de sûreté de Fessenheim, dénoncées depuis des années par les habitants de cette région transfrontalière, sont légion. Située en zone sismique, en contrebas du grand canal d'Alsace, la centrale est particulièrement vulnérable. Rien ne protège ses piscines de combustibles contre la chute d'un avion de ligne, alors même qu'un aéroport européen est situé à 30 km de là. Enfin, son radier – socle de béton sur lequel repose la centrale – est particulièrement mince : 1,5 m d'épaisseur, alors que celui des autres centrales françaises est deux fois plus épais. En cas d'accident, ce socle pourrait être percé par le cœur en fusion, qui contaminerait alors rapidement la nappe phréatique [2].

À ces défauts s'ajoutent les risques liés au vieillissement de la doyenne des centrales françaises. De nombreux éléments (cuve, tuyauteries et câblages, mais aussi enceinte de béton…) deviennent plus fragiles, et une partie d'entre eux ne sont pas remplaçables. L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire lui-même met en garde contre des risques de rupture des cuves passé 35 ans de fonctionnement. Or en 2016 la centrale aura alors atteint… 39 ans !

Toutefois, le facteur humain et le mode de gestion de la centrale s'avèrent plus préoccupants encore que les problèmes techniques. Le 5 septembre 2012, un incident a blessé deux travailleurs. Il ne s'agit « que » du 23ème épisode d'une série d'incidents survenus depuis mars dernier, apportant la preuve d'une sûreté dégradée et de criants problèmes de maintenance. Conséquence d'un arbitrage en faveur de l'économie au détriment de la sûreté, ou effet de la dégradation des conditions de travail des travailleurs chargés de la maintenance ? Dans tous les cas, inutile d'attendre qu'un problème grave s'ajoute à la liste des incidents.

^ haut de page

Pourquoi gaspiller des millions dans les travaux ?

L'Autorité de Sûreté Nucléaire a prescrit en juin dernier des travaux pour l'amélioration de la sûreté de Fessenheim, d'un montant dont les estimations vont de 20 millions… à 200 millions d'euros. Elle a notamment déclaré que si les travaux n'étaient pas réalisés d'ici un an, la centrale devrait être fermée. Toutefois, la faisabilité dans le temps imparti de certaines opérations – dont l'épaississement du fameux radier – est très discutée. Dans tous les cas, ces travaux ne pourront pallier qu'à la marge les nombreux défauts de sûreté de Fessenheim.

Au-delà de la question de la faisabilité, pourquoi entreprendre des travaux aussi coûteux – qui

nécessiteront d'ailleurs la mise à l'arrêt de la centrale pendant de longs mois - alors que la fermeture est prévue quatre ans après ? Un tel gaspillage laisse perplexe, et pourrait servir de prétexte à EDF pour justifier la poursuite du fonctionnement de Fessenheim au-delà de 2016, en cas de revirement politique. En effet, un arrêt de quelques mois n'empêcherait pas un redémarrage à la mi-2017. Le choix de 2016 indique donc que la fermeture de la centrale ne peut nullement être tenue pour acquise.

Dans tous les cas, il serait clairement plus économique, plus cohérent et plus sûr d'opter pour une fermeture immédiate.

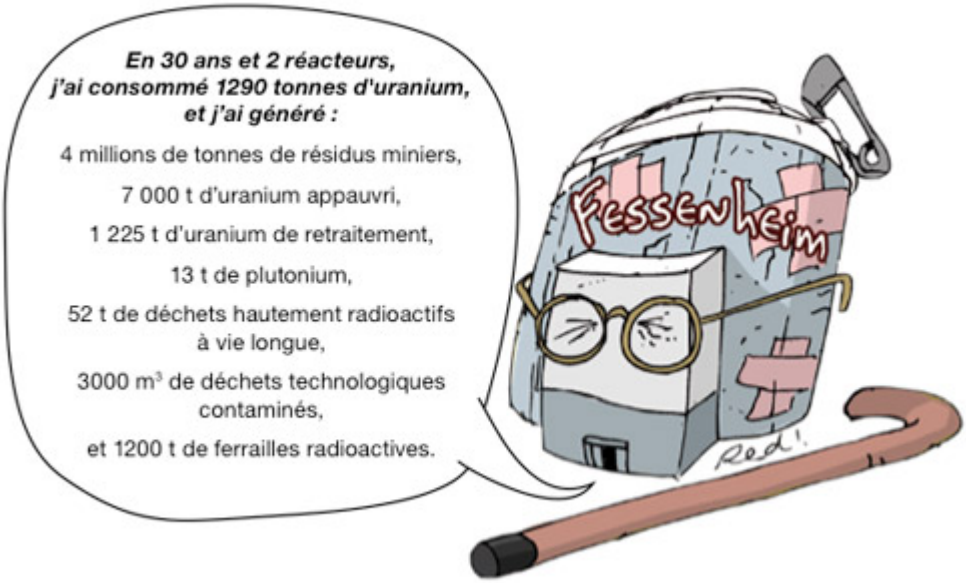
^ haut de page

Sur le plan énergétique, la fermeture immédiate est possible

En effet, Fessenheim pourrait être fermée dès aujourd'hui sans générer aucune pénurie d'électricité. Reliée à l'ensemble du réseau électrique français, l'Alsace n'est pas une île et ne souffrirait pas de blackout. La contribution de Fessenheim à la production nationale d'électricité n'a atteint que 1,3 % en 2011. Ses réacteurs étant fréquemment à l'arrêt, une fermeture définitive ne ferait guère de différence avec la situation actuelle.

Par ailleurs, depuis la fermeture en juin dernier de l'usine d'enrichissement d'uranium Eurodif (Drôme), qui consommait l'équivalent de la production de trois réacteurs nucléaires, cette quantité d'électricité arrive en surplus sur le réseau électrique. Un arrêt immédiat de Fessenheim constituerait donc une opération blanche… qui n'interdirait pas un plus grand volontarisme !

Rappelons en effet qu'au printemps 2011, l'Allemagne a fermé définitivement huit réacteurs nucléaires, ce qui ne l'a pas empêché de traverser l'hiver 2012 sans blackout, sans impact sur ses émissions de gaz à effet de serre, et en continuant à exporter de l'électricité [3] ! La France ferait bien de s'en inspirer.



^ haut de page

Des alternatives existent, pour la production d’énergie et la reconversion des travailleurs !

Plusieurs syndicats ont récemment lancé une vaste opération de communication pour critiquer la fermeture de la centrale. Les directeurs de toutes les centrales nucléaires de France ont également écrit une lettre très médiatisée aux salariés de Fessenheim pour s’inquiéter de leur sort. Réelle préoccupation… ou alibi ? Pour le syndicat Sud Énergie, cette compassion soudaine « a de quoi agacer alors que ces mêmes directeurs ont pendant des années toléré, voire encouragé les mesures drastiques visant à ne pas embaucher et, à réduire les coûts de maintenance de façon irresponsable » [4].

Rappelons que les 770 salariés d’EDF présents sur le site bénéficient d’une garantie d’emploi, et n’ont en principe pas de souci à se faire - à la différence des 7000 employés du secteur photovoltaïque qui ont perdu leur emploi dans l’indifférence générale en 2011, du fait du manque de soutien gouvernemental aux énergies renouvelables [5].

Quant aux nombreux prestataires qui travaillent sur le site (dont 600 à 1500 « travailleurs nomades » qui ne viennent que pour les maintenances), dans des conditions difficiles et dégradées qu’ils dénoncent régulièrement [6], ils seraient sûrement satisfaits de pouvoir se reconvertir dans des activités moins pénibles et moins dangereuses si une telle occasion leur était offerte.

En effet, la fermeture de la centrale pourrait donner une impulsion pour un développement accéléré d’activités reposant sur les alternatives énergétiques, bien plus créatrices d’emplois. Isolation des bâtiments, éco-construction, développement des énergies renouvelables… les pistes sont multiples, d’autant plus que l’Alsace bénéficie d’importants atouts, notamment grâce à une ressource en bois importante.

L’Alsace peut s’inspirer de son voisin allemand, pionnier des alternatives énergétiques : les énergies renouvelables y représentent déjà 380 000 emplois, répartis sur tout le territoire. Elle dispose même d’un exemple motivant tout près de Fessenheim. Dans la région toute proche de la Forêt Noire, une poignée de citoyens déterminés ont ainsi mis sur pied la coopérative EWS Schönau, qui distribue maintenant dans toute l’Allemagne du courant exclusivement produit par les énergies renouvelables [7].

^ haut de page

Fermer maintenant Fessenheim pour ouvrir la voie à la sortie du nucléaire en France

Fermer Fessenheim immédiatement, c’est donc à la fois possible et urgent… mais aussi nécessaire pour enclencher un indispensable changement de politique énergétique dont nous sommes malheureusement loin de prendre le chemin ! Le double discours n’est plus possible : la France ne peut pas prétendre soutenir les énergies renouvelables et l’efficacité énergétique tout en continuant à gaspiller des millions d’euros pour maintenir en fonctionnement un parc vieillissant et dangereux. Et comment François Hollande peut-il prétendre « réduire la part du nucléaire » en repoussant à la fin de son mandat la fermeture de la plus ancienne centrale – et en mettant en route le réacteur EPR de Flamanville ?

Par ailleurs, la médiatisation autour de Fessenheim ne doit pas faire oublier l’urgence de la fermeture des autres centrales, en commençant par les plus anciennes. Une vingtaine de réacteurs a déjà dépassé les trente ans, et pour ne citer qu’eux, Le Bugey et Tricastin sont à peine plus récents, et

tout aussi dangereux. Mobilisons-nous donc de plus belle, pour obtenir une fermeture immédiate de Fessenheim qui ne reste pas un acte isolé, mais ouvre la voie à une sortie du nucléaire en France !

^ haut de page

Notes :

1. https://stopfessen.celeonet.fr/content/view/218/31/
2. Pour plus d'informations sur les risques liés à la centrale, lire ci-dessous le journal "Dernières Nouvelles de Fessenheim"
3. https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/20120320trib000689374/l-allemagne-sort-du-nucleaire-sans-polluer-davantage.html
4. Fermeture annoncée de la centrale de Fessenheim : Communiqué SUD Energie du 24 septembre 2012
5. https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/20120119trib000679149/la-filiere-photovoltaique-francaise-a-supprime-7.000-emplois-en-2011.html
6. Voir le site https://www.ma-zone-controlee.com/ , qui compile des témoignages de sous-traitants du nucléaire.
7. https://www.ews-schoenau.de/

^ haut de page